ACTION

● JEUDI 13 FEVRIER 1969 ● PRIX : 0,50 FRANC ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

Hop ! Hop ! Hop ! Hop ! Hop !

Là où il y a oppression, il y a résistance. Voilà ce que depuis les ratonades de Nanterre et les mises à pied hors de l'Université de militants via l'armée, une masse d'étudiants et de professeurs comprend et manifeste. Il y a peu encore, des débats étaient engagés pour savoir si la participation était une machine de guerre plus efficace que la répression contre le mouvement révolutionnaire. L'appareil d'Etat a tranché : il a déclaré la guerre au mouvement étudiant, la répression patronale et la trahison du P.C.F. se chargeant depuis juillet de décapiter les militants ouvriers révolutionnaires.

La bourgeoisie ne peut plus gouverner. Ne comptant plus que sur son seul appareil répressif, la flicaille et la presse pourrie, elle matraque. Ce faisant, elle est comme ces sots qui lancent des pierres en l'air qui leur retombent sur les pieds.

De larges couches de la population, d'abord décontenancées par la campagne hystérique contre le mouvement étudiant, refusent l'état policier. Le gouvernement doit en tenir compte et louvoyer. Déjà Edgar Faure envisage une réunion rapprochée du Conseil Supérieur de l'Université où les étudiants exclus pourraient faire appel. Il craint par dessus tout la mobilisation qui s'opère, regroupant dans le même combat gauchistes et tous ceux qui n'acceptent pas un franquisme neo-gaullien.

La bataille en cours sera une lutte prolongée. Ne pouvant tolérer l'existence d'un mouvement révolutionnaire, le pouvoir risque sa perte en le frappant frontalement, car en retour, l'élan populaire peut lui faire payer cher ses complots incessants contre la liberté.

Evidemment, l'adversaire veut précipiter l'épreuve de force car il sait que le temps ne joue pas pour lui. Nous, par contre, nous savons bien que le mouvement révolutionnaire, mouvement étudiant et mouvement révolutionnaire ouvrier, ne vivent pas au même rythme, ne se mobilisent pas immédiatement sur les mêmes objectifs,et se développent inégalement. Contrecarrer l'offensive policière c'est aussi et même peut-être surtout réduire cette disparité dans les formes d'action et cela d'abord par une information vraie. C'est pourquoi « Action » reprend aujourd'hui un rythme de parution quotidien.

Dès lors notre travail est clair : quand le Pouvoir frappe, nous résistons ; quand le Pouvoir ment, nous informons ; quand il piétine, nous marchons : Hop ! Hop !

Cohn-Bendit: lettre de Francfort

La révolution apparait comme un luxe, un rêve, une nécessité pour des étudiants. Elle n'est pas toujours jugée possible, nécessaire, envisageable par les salariés, mais elle ne peut être qu'un démon, un traumatisme, une diarrhée pour la bourgeoisie. Cette Révolution avec un grand R, nous ne la connaissons pas, nous ne savons pas ou nous ne voulons pas savoir comment la bourgeoisie la comprend à travers sa presse, sa radio, sa télé ; mais nous savons qu'il existe une lutte quotidienne, à tous les niveaux de la société, contre toutes les tentatives d'asservissement. Cette résistance exacerbe les pouvoirs et permet aux forces révolutionnaires de s'organiser dans la lutte, à travers cette lutte.

L'Université, de par sa fonction formatrice, se transforme en thermomètre de résistance contre l'uniformisation et l'intégration sociale. Domestiquer les étudiants, les assistants et les professeurs politisés devient une nécessité dès lors que ce haut-lieu du savoir se transforme en bastion de formation politique. La lutte idéologique que nous menons en son sein est en soi dévastatrice parce qu'elle tente de définir nos activités d'après les besoins économiques et sociaux de la bourgeoisie.

Nos frustrations, nos faux espoirs ne pourront être levés que si nous comprenons que nous devons passer d'une science critique à une pratique critique s'insérant dans la lutte de classe quotidienne. Nous n'avons pas à reproduire une nouvelle science, plus élitaire parce que plus « scientifique », que nous proposerions sous le couvert d'une science gauchiste. Le caractère « réactionnaire » ou « révolutionnaire » d'une pratique universitaire se définit par son impact réel dans le système social. Nous devons critiquer théoriquement et pratiquement l'université là où la science réactionnaire se réalise pratiquement : dans les institutions où ces scientifiques livrent leur apport personnel à la stabilisation et à la rationalisation du système capitaliste.

Emprisonnements, expulsions, licenciements, exclusions, matraquages sont les armes de tous les pouvoirs. Nous savons ce que nous risquons, mais nous pouvons déjà éviter le pire en ne nous laissant pas prendre au piège de la répression. Un juge est un tigre en papier si l'accusé ne reconnait pas son autorité. Une mesure disciplinaire de l'université est un tigre en papier si nous restons au sein de l'université malgré les exclusions. L'armée est un tremplin en papier si nous développons en son sein notre activité politique. A l'université, nous ne voulons qu'être des parasites du système. La police occupe la rue. Occupons les amphis, détournons le savoir, arrachons-le à la bourgeoisie. Ne demandons pas la réintégration des exclus, réintégrons-les de fait, abolissons de fait le service militaire, réintégrons de fait les expulsés.

Daniel Cohn-Bendit.

TRAVAILLEURS ETUDIANTS CITROEN-CENSIER

Hier mercredi, 50 militants des C.A. Censier socio. et philo. sont allés à Citroën-Balard armés de tableaux noirs décrochés de Censier. Sur les tableaux : affiches sur les appariteurs musclés, explications sur l'occupation du rectorat, Nanterre, Vincennes, un panneau sur « interluttes » et luttes dans les usines. Distribution, également, d'un tract de discussion : la participation, voilà ce que cela donnerait chez vous. Des groupes de discussions se sont formés que les flics dispersaient quelque temps après (une fille arrêtée). Les étudiants ont dit aux travailleurs qu'ils reviendraient régulièrement pour discuter avec eux. Apathie complète des responsables C.G.T.

TRAVAILLEURS, ETUDIANTS TOUS EXCLUS

C.G.T. : un comité d'inaction

Il est encore trop tôt pour tirer les conclusions de la journée du 12 février lancée par la direction de la C.G.T. A moins d'avoir une version pré-établie et rédigée avant même que la journée n'ait commencé, comme le fait Séguy qui titre son édito de « L'Huma » du 12 : « Le 12 février A FAIT échouer la tentative d'escamoter le rendez-vous de mars ». Au sommet, on connaît les résultats d'une journée d'action un jour à l'avance ! A la base, on va moins vite. Nous ne donnerons donc que des informations partielles mais contrôlées et issues directement de la base des travailleurs en lutte. Dans le numéro de demain nous nous efforcerons de compléter ces informations.

RETOUR A L'ENVOYEUR

La C.G.T. avait distribué un tract d'appel à la journée du 12 février. Des C.A. ouvriers de la région parisienne l'ont marqué au tampon : « Retour à l'envoyeur ». Ils ont imprimé leur réponse au verso :

Parce que, en mai, le mouvement est parti de la base, de nouvelles formes de lutte sont apparues : des liaisons inter-entreprises ont été établies, des Comités d'Action travailleurs-étudiants ont été créés. Par la dynamique de la lutte, la grève générale a quitté le terrain revendicatif, pour refuser l'ensemble du système.

Mai 1968 : Rupture radicale avec les formes de lutte traditionnelles.

12 février 1969 : Journée nationale anti-Mai.

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. l'a décidée. Le Bureau Confédéral de la C.G.T. en tire déjà la conclusion : « les travailleurs l'ont accueillie avec satisfaction ». Le Bureau Confédéral de la C.G.T. a décidé que l'objectif de cette journée serait de « préserver les conquêtes de Mai », et l'une des armes proposées est l'échelle mobile, alors qu'en mai-juin, selon les bonzes syndicaux, 9 millions de travailleurs en grève n'étaient pas assez forts pour l'obtenir ! De qui se fout-on ? Cette journée sans action divise et démoralise les travailleurs. Les travailleurs ont assez de l'accumulation de 1/4 d'heure, 1/2 heure, ou de journées qui n'ont qu'un seul but : **empêcher un nouveau Mai.** Le calcul du Bureau Confédéral est de prouver au patronat que les travailleurs sont redevenus « raisonnables ».

Les militants des Comités d'Action n'ont pas rayé Mai 1968 du calendrier : ils continuent le combat à la base. Les travailleurs décideront eux-mêmes du contenu, des formes et du terrain de la lutte.

Comité d'action R.A.T.P. (Ligne de Sceaux) - Comité d'action des Grands Magasins - Comité Hachette d'action révolutionnaire - Comité d'action P.T.T. XIXe - Comité d'action de l'Imprimerie.

HACHETTE

Les responsables de la C.G.T. chez Hachette se sont démasqués pendant la grande grève de mai-juin en signant un accord avec la direction sans consulter le piquet de grève. Ils viennent de récidiver en signant cette fois un accord portant sur des nouvelles classifications qui divisent les employés en dix catégories (!) et qui pénalisent de nombreux travailleurs de plusieurs services sous le prétexte ahurissant qu'ils sont trop payés ! C'est le syndicat qui l'a expliqué aux patrons fort satisfaits d'entendre un tel langage : enfin un syndicat raisonnable !

Les travailleurs de chez Hachette sont évidemment indignés par l'attitude de la direction... syndicale, car les deux directions, celle du syndicat et celle de la maison, sont passées ensemble dans les services « expliquer » au personnel le bien-fondé de la nouvelle classification.

Le porte-parole de la direction, M. Morin, en recevant le 12 février une délégation élue par le personnel en grève, s'est publiquement félicité de l'aide que le syndicat avait apportée pour mettre enfin, selon ses propres termes, une « hiérarchie qui tienne debout » !

Naturellement, la direction du syndicat vient de décider l'exclusion de plusieurs délégués, comme par hasard, ceux de Mai, qui se sont fait les porte-parole des travailleurs en colère.

LES PROFS : “ MERDE ! ”

Dans la nuit de mardi à mercredi, le pouvoir a été berné. 300 assistants et professeurs ont montré qu'ils pouvaient s'engager au-delà des lénifiantes pétitions, ils ont détruit le mythe que seuls les étudiants enragés étaient protestataires.

Dès le 6 février, une assemblée générale des membres du S.N.E.-Sup. décidait de se rendre, en délégation massive, le 11 février de la Sorbonne au Ministère pour réclamer solennellement « la réintégration immédiate des étudiants exclus de l'Université, l'abrogation du décret donnant des pouvoirs de police aux recteurs, le rétablissement des sursis pour onze des étudiants exclus, le licenciement immédiat des hommes de main du rectorat ».

Mardi 11 au matin, Edgar Faure opposait à la démarche du S.N.E.-Sup. le mépris le plus total. Dans la soirée son directeur de Cabinet tentait vainement de se le concilier par des avances ridicules.

Entre-temps l'action directe avait payé.

A 18 h. près de 500 enseignants avec la présence de nombreux étudiants tiennent une assemblée à la Sorbonne, dans l'Amphi Richelieu. On procède à un bilan de la grève active. A 18 h 30 enseignants et étudiants se forment en cortège rue de la Sorbonne pour se rendre au Ministère de l'Education Nationale. Il n'en faut pas plus pour qu'ils soient bloqués par des gardes mobiles armés jusqu'aux dents. Le Quartier Latin est d'ailleurs déjà investi par l'armée des forces de l'ordre. Les enseignants demandent à passer. On leur répond de se disperser sur le trottoir, le ministère n'acceptant qu'une délégation restreinte, sans cortège, ni tambours. Face à cette provocation, les manifestants décident alors de réintégrer l'Amphi Richelieu pour discuter des mesures à prendre : forcer le barrage ou rester dans la Sorbonne. Finalement, après une discussion commune, les étudiants laissent l'initiative aux enseignants qui décident eux-mêmes d'occuper les lieux jusqu'à ce que le gouvernement retire ses conditions inacceptables à leur démarche ou qu'expulsion s'ensuive.

Les étudiants sortent, à la demande des enseignants qui entendent mener leur propre action et démontrer à l'opinion publique leur propre résolution. 300 personnes restent alors : professeurs, assistants, chercheurs, enseignants du second degré.

En même temps, aux abords de la Sorbonne et jusqu'à la place Saint-Michel, le couvre-feu est total. Jusqu'à minuit, de nouveaux renforts seront dépêchés sur le Quartier Latin. Les gens dans la rue en sont à croire que 5 000 enragés se barricadent dans la Sorbonne. En fait, il s'agit une fois de plus pour le Pouvoir de montrer sa force et de mater toute ébauche de rassemblement dans la rue. Il suffit de quelques attroupements, de quelques rires ironiques, pour se faire embarquer ou pour que se déclenche une charge de gardes mobiles (boulevard Saint-Germain notamment).

Dans l'amphithéâtre Richelieu, les enseignants discutent de la signification de leur action, des formes d'action à prendre par la suite. Ils décident à l'unanimité de participer au rassemblement de la Gare de l'Est, jeudi 13. Les journalistes étant présents, les enseignants mettent en accusation la campagne d'intoxication systématique de la Presse. Certains journalistes engagent la discussion. Le débat se place très vite sur les relations entre la presse et le pouvoir.

Pendant ce temps, le Ministère, apeuré tente de « renouer le dialogue ». Toutes les demi-heures les chargés de Cabinet font transmettre leurs propositions : on veut d'abord négocier sur la base d'une délégation de 10 personnes, puis de 20, puis de 50, etc.

Vers minuit et demi, M. Alliot, bras droit de E. Faure, fait transmettre sa dernière proposition : accord pour une délégation massive, au rectorat... c'est-à-dire à cent mètres de l'Amphi Richelieu. Les enseignants répliquent d'un seul cri : Merde ! Mais l'affaire est encore plus comique car au même moment un commissaire de police, accompagné de flics en civils pénètre dans l'Amphithéâtre et prie instament ses occupants d'évacuer les lieux. La réponse est non. Le commissaire est obligé d'utiliser ses gardes mobiles casqués accueillis dans le silence le plus glacial. C'est alors la résistance passive. Après avoir fait sortir banc par banc les enseignants de l'Amphi, les gardes mobiles seront ensuite dans l'obligation de se saisir un par un des 300 occupants qui se sont assis entre-temps dans le Hall de la Bibliothèque. Les enseignants sortent sans vérification d'identité.

Dans la rue de la Sorbonne, les enseignants se reforment en cortège en direction du Ministère. Les gardes mobiles, exaspérés, poussent la queue du cortège avec leurs matraques. Les flics sont désorientés : ces enseignants sont obstinés. Quelques groupes étudiants encore présents se joignent aux enseignants. Cette fois c'en est trop. A la hauteur du Carrefour de l'Odéon, sans préavis, c'est la charge, brève mais très brutale, aux ordres d'un gradé qui hurle : Frappez, frappez. Il n'était plus question de l'enseignant sacralisé, intouchable.

Anecdote finale : à 1 heure du matin, aux alentours du Ministère, alors qu'une dizaine d'enseignants venaient voir ce qui s'y passait, un journaliste voulant s'amuser, fait part à un gradé, de l'existence d'un cortège de 3 000 personnes arrivant par le boulevard Saint-Germain. Une minute après, 20 cars de C.R.S. arrivent « en urgence » se poster sur les lieux.

RESOLUTION ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE DES ENSEIGNANTS réunie à l'Amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne le 12 février à 0 h 30

A l'appel du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, plusieurs centaines d'enseignants, après s'être réunis à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Richelieu pour dresser le bilan des actions qu'ils ont déjà entreprises et discuter les modalités de la poursuite de leur mouvement, avaient décidé de se rendre au Ministère de l'Education nationale en délégation massive pour exiger du gouvernement :

— la réintégration immédiate dans l'Université de tous les étudiants sanctionnés, le rétablissement de tous les sursis, l'annulation des appels sous les drapeaux déjà décidés, la renonciation aux poursuites ;

— l'abrogation des décrets illégaux du 13 décembre 1968 accordant des pouvoirs de police et de discipline discrétionnaires aux recteurs ;

— le retrait immédiat de tous les établissements des huissiers de rectorat et autres hommes de main ;

— la nomination immédiate des enseignants licenciés ou démis de leurs fonctions pour leurs activités syndicales ou politiques, notamment à la Faculté de Médecine de Paris et à l'ancienne Ecole des Beaux-Arts, section d'architecture.

Le Gouvernement a posé des conditions inacceptables à la démarche des enseignants, en empêchant que par leur cortège massif et leurs banderoles, les enseignants expriment devant la population de Paris leur protestation. Dans ces conditions, avec le soutien d'une délégation d'étudiants des Comités d'action et de chercheurs du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, plus de deux cents enseignants ont décidé d'occuper la Sorbonne.

Paris, le 12 février 1969, 0 h 30.

Nous étions tous au Rectorat et à Vincennes

Lundi 10 au soir, au meeting de solidarité contre la répression disciplinaire et militaire, 4 000 personnes ont crié : « Nous sommes tous complices. » On appelait en même temps le public à signer des déclarations affirmant que l'on partageait la responsabilité des actes incriminés. Les C.A. ont sorti depuis ce tract-lettre ouverte qu'ils ont tirée à des milliers d'exemplaires.

NOUS ETIONS TOUS AU RECTORAT ET A VINCENNES
NOUS SOMMES TOUS COMPLICES

Je soussigné (e) .....
.....

déclare que les charges retenues contre les étudiants accusés d'avoir occupé le Rectorat de l'Académie de Paris, la Faculté de Vincennes, ou d'avoir résisté aux huissiers armés à Nanterre pèsent également contre moi. J'assume la responsabilité de ces actes sans considération des stratégies politiques auxquelles ils sont supposés correspondre. Je déclare que je ne laisserai pas quelques-uns de mes camarades supporter seuls les conséquences de ces actes. Nous sommes tous complices. Nous étions tous au Rectorat et à Vincennes. Nous résisterons tous à la campagne de répression.

DANS LE CADRE
DE LA GREVE ACTIVE A LA FACULTE DE VINCENNES

— Jeudi 13, à 16 h., Amphi n° 2 : débat sur l'Autogestion animé par Daniel GUERIN.

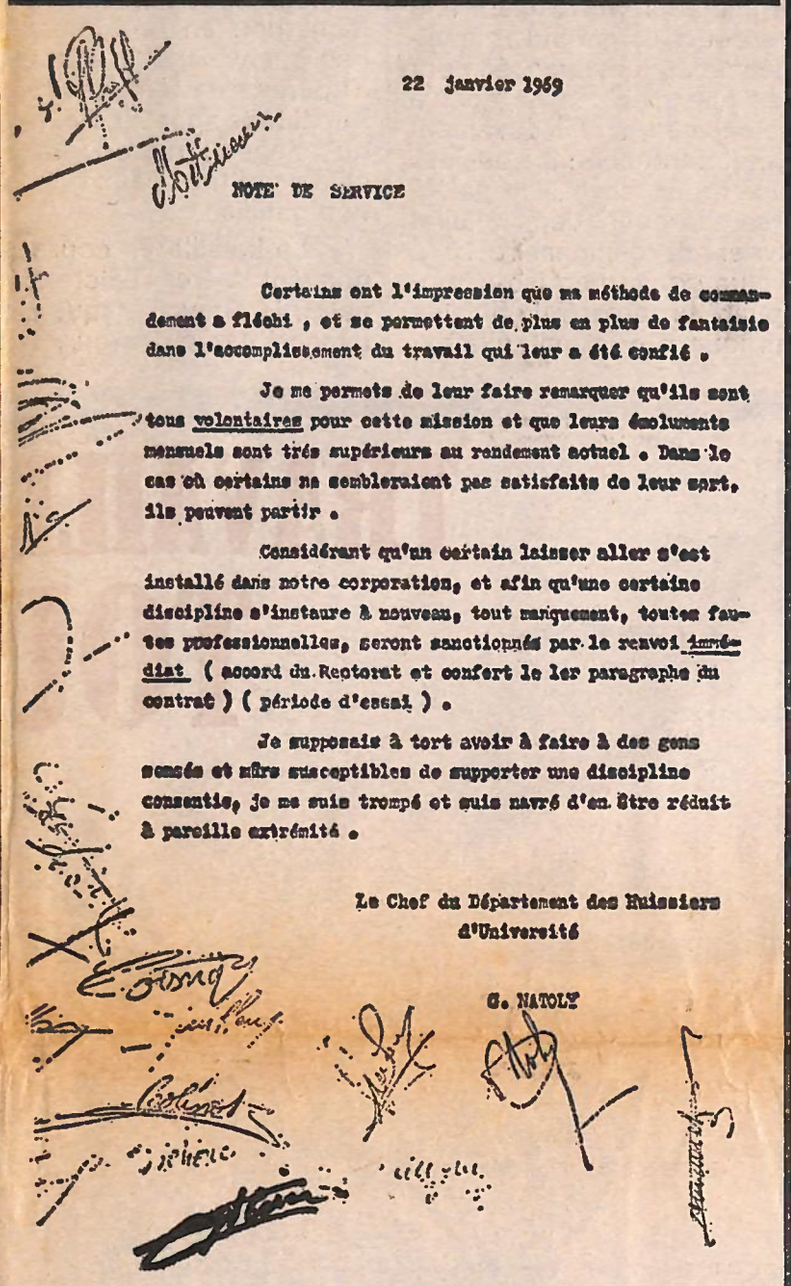
— Vendredi 14, à 14 h., Amphi n° 2 : films sur les BLACK PANTHERS suivi d'un débat politique animé par le S.N. C.C.

Dernière minute

3 000 personnes à la Sorbonne. Le S.N.E.-Sup., la veille, lors de l'occupation des bâtiments, avait décidé d'une assemblée de ses membres mercredi à 18 heures, pour tirer le bilan de l'action et envisager les modalités de sa poursuite.

Dès 17 heures, les forces de l'ordre, une nouvelle fois, envahissent les abords de la Sorbonne. Mais cette fois-ci, ce ne sont pas seulement les flics qui sont nombreux. Avant 18 heures, l'amphithéâtre Richelieu est déjà plein à craquer : d'enseignants bien sûr, mais en grande majorité d'étudiants et de lycéens. Après trois quarts d'heure de débat, il s'avère que l'on doit changer de lieu ; c'est la foule à la Sorbonne ; de fait, 3 000 personnes se rassemblent dans la grande cour. Public original : non pas les « militants », en majorité des étudiants qui, par delà leurs opinions politiques, ne peuvent accepter l'Université policière. Comme les dirigeants du S.N.E.-Sup. ne se sont pas préparés à un tel raz-de-marée, le débat est confus. Néanmoins les initiatives politiques sont précisées. D'abord, dans le cadre de la préparation de l'intervention à la gare de l'Est, on appelle les étudiants et enseignants à être présents jeudi à midi dans a cour de la Sorbonne. Ensuite le S.N.E.Sup. annonce qu'il va tenir des meetings en banlieue dans le cadre d'une semaine d'information.

Vers 19 h 30, tandis que les étudiants et lycéens se dispersent sans incident devant les forces de police, les enseignants du S.N.E.Sup. réintègrent l'amphi Richelieu et décident de signer collectivement une déclaration dans laquelle ils demandent à être inculpés de la même façon que les étudiants arrêtés dans le rectorat.



22 janvier 1969

NOTE DE SERVICE

Certains ont l'impression que ma méthode de commandement a fléchi, et se permettent de plus en plus de fantaisie dans l'accomplissement du travail qui leur a été confié.

Je me permets de leur faire remarquer qu'ils sont tous volontaires pour cette mission et que leurs émoluments mensuels sont très supérieurs au rendement actuel. Dans le cas où certains ne sembleraient pas satisfaits de leur sort, ils peuvent partir.

Considérant qu'un certain laisser aller s'est installé dans notre corporation, et afin qu'une certaine discipline s'instaure à nouveau, toute manquement, toutes fautes professionnelles, seront sanctionnés par le renvoi immédiat (accord du Rectorat et confert le 1er paragraphe du contrat) (période d'essai).

Je supposais à tort avoir à faire à des gens sensés et mûrs susceptibles de supporter une discipline consentie, je me suis trompé et suis navré d'en être réduit à pareille extrémité.

Le Chef du Département des Huissiers d'Université

G. NATOLY

ACTION a reçu ce curieux document en provenance de Nanterre. Nous avons pensé qu'à la suite du « témoignage » du Doyen Beaujeu, il était intéressant de livrer cette note relative aux problèmes internes dans lesquels se débattent les « huissiers » de Nanterre (plus connus sous le nom d'appariteurs musclés). Ce document se passe de commentaires mais deux remarques quand même : 1. La note est signée du 22-1-1969. Dans toute corporation policière, il faut remarquer que les ordres sont les ordres ; en février, le « laisser-aller » a été sérieusement on ne peut plus sérieusement colmaté.2. Pour ce qui est d' « une pareille extrémité », les étudiants ont l'impression que ce sont eux qui en ont été l'objet.

Gibert : l'esclavage refusé

La grève illimitée a été décrétée hier à midi à la librairie Gibert Jeune, place Saint-Michel.

Sur trente employés présents, quatre seulement ont refusé la grève et l'occupation de la librairie a été décidée immédiatement. Le gérant a alors fait venir chaque employé séparément dans son bureau pour lui demander s'il voulait travailler. La réponse ayant été unanimement négative, il s'est rendu avec Jean Gibert à la librairie du quai Saint-Michel pour demander aux employés de cette librairie de remplacer les grévistes. Ceux-ci ont refusé et se sont déclarés solidaires de leurs camarades.

D'autres librairies du quartier ont affirmé de même leur solidarité avec les grévistes de la place Saint-Michel.

Quant à Jean Gibert, il refusa tout dialogue et déclara : « Je licencie qui je veux. » Il y eut alors quelques échauffourées quand Gibert voulut faire vider le magasin, les flics intervinrent et firent disperser les attroupements.

Gibert a alors accepté de discuter avec les délégués syndicaux et d'aller avec eux et trois grévistes à l'Inspection du travail.

Les grévistes se déclarèrent responsables du matériel et firent des affiches pour expliquer leurs revendications.

Ces revendications portent sur les points suivants :

— Salaires lamentables : **3,10 F de l'heure pour les employés horaires, soit moins de 600 F par mois.**

— Conditions de travail déplorables : **Les employés travaillent comme de véritables esclaves. Certains dehors toute la journée, quel que soit le temps (même des moins de 18 ans, ce qui est illégal), d'autres, engagés comme débiteurs, au salaire minimum, sont obligés de faire un travail de magasinier très pénible, etc.**

— Droit de se syndiquer : **Un syndicat était en cours de formation, mais ceux qui s'en occupaient ont été licenciés sous des prétextes bidon (mauvais rangement, incapacité physique...).**

— Droit de procéder à des élections pour la représentation du syndicat.

— Réintégration des 12 employés licenciés la semaine dernière sans motif valable.

— Garanties pour les grévistes et ceux qui s'en sont déclarés solidaires.

On licencie très souvent chez Gibert. En effet, le principe est d'engager des étudiants, de les exploiter pendant trois semaines et de les vider alors pour éviter de les payer plus cher et pour éviter de payer les congés payés, etc. Il est certain que si la grève échoue, les grévistes vont être immédiatement vidés.

Si cela arrive, il faut absolument que les étudiants refusent de remplacer ceux qui seront alors licenciés. Ce serait se rendre complice de l'exploiteur Gibert. Mais pour l'instant la grève continue.

Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre
Paris (2e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER
Supplément au n° 38.

L'ARMÉE DE TOUS LES JOURS (1)

Dans un Etat bourgeois le service militaire est une pièce essentielle du système de répression. La mesure prise par Edgar Faure-Marcellin est un acte odieux mais c'est aussi une énorme gaffe, très révélatrice, parce qu'elle dévoile un nouveau rouage du système. Empêtré dans ses contradictions cet homme n'est même plus intelligent : c'est lui, maintenant qui révèle, exemplairement, les diverses structures répressives de l'Etat bourgeois. Peyrefitte avait déjà réussi la collusion avec Fouchet et le ministère de l'Education nationale — au temps des grandes « fusions capitalistes » — n'était déjà plus qu'une succursale du ministère de l'Intérieur. Edgar Faure-Marcellin fait mieux : il va jusqu'à Messmer. Faure-Marcellin-Messmer, Education Nationale-Police-Armée, un seul corps à trois têtes. C'est la plus monstrueuse de toutes les greffes jamais réussies. Mais combien de temps le malade pourra-t-il survivre ?

Quand le gouvernement gaulliste prétend, par mesure de répression, expédier au service militaire nos camarades étudiants, il prend effectivement la défense de ce pauvre Cardinal de Richelieu qui, lui, les aurait envoyés aux galères mais du même coup il avoue qu'aujourd'hui une certaine confusion est établie entre galères et service militaire.

Quand des objecteurs de conscience sont punis de prison, quand à Bordeaux des objecteurs brûlent leur livret militaire entourés de 150 camarades il est temps d'agir à notre tour. Et demain, quand nous irons manifester notre solidarité à nos camarades menacés de réclusion militaire pour avoir exercé leur droit de grève nous nous souviendrons et nous rappellerons que le chef actuel de l'Etat est un militaire, porté au pouvoir par un putsch militaire, et nous exigerons que toute la lumière soit faite sur cette entreprise nationale de dressage : le service militaire.

Aujourd'hui, à Action, nous ouvrons le dossier. Il paraîtra sur plusieurs numéros. Mais soyons clairs : il y a un antimilitarisme grossier, entretenu par l'idéologie bourgeoise du genre « gaietés de l'escadron » ou « Colonel père du régiment » qui aboutit à cette vieille bêtise : « on en bave... mais c'était le bon temps ! ». Cette mauvaise littérature a surtout pour but de cacher les vraies raisons du service militaire. Elle ne nous intéresse pas. En revanche, les principes de fonctionnement de l'armée bourgeoise et leur signification politique valent certainement la peine d'être étudiés. C'est l'objet de cette enquête.

En principe, tout Français du sexe masculin est astreint au service militaire. Mais comme nous le verrons, ce service n'est pas le même pour tous, et sous l'apparence de l'égalité républicaine, se dissimulent de scandaleuses inégalités : celles-là même qui se retrouvent dans la société capitaliste, et qui la condamnent. Le service militaire est en fait le reflet exact des situations de classes de la société bourgeoise, mais à l'armée les antagonismes de classes sont brisés par l'agression permanente de l'autorité absolue et de la discipline forcenée à laquelle est soumise la troupe, c'est-à-dire le prolétariat.

1. — L'INCORPORATION

On n'est pas immédiatement incorporé. Il y a d'abord ce qui s'appelle les « 3 jours ». Les 3 jours se passent dans une caserne. Qu'est-ce qu'on y fait ? On y passe des tests. Très intéressant de s'attarder un peu sur ces tests. Les premiers sont très simples. Quelle est la capitale de la France ? On montre un dessin : il y a une tête, un pied, un chapeau. Question : où faut-il mettre le chapeau ? Le Rhône est-il une ville ou un pays ? Tout ça, histoire de repérer les analphabètes.

Ensuite, des questions techniques : calculs simples ; qu'est-ce qu'un fraiseur ? une machine-outil ? Tous ces tests sont rédigés sur des feuilles perforées et soumis, presque immédiatement, à des contrôleuses genre I.B.M. Les résultats parviennent rapidement. C'est de la sélection à haute dose et à grande vitesse. Sur quelques centaines de gars, un tout petit nombre parvient à la note 18/20. Cette note donne accès à une épreuve ultime. De quoi s'agit-il ? On vous propose un texte, généralement choisi dans la littérature française (Bossuet, Montesquieu) assez long. On vous demande de le ramener à quelques lignes, un résumé, qui permettra de juger votre capacité à garder l'essentiel d'une pensée exprimée par le moyen d'une certaine rhétorique (classique). Ce genre d'épreuves est également utilisé à Polytechnique, mais il est évident qu'on y brille d'autant mieux qu'on a derrière soi une solide éducation gréco-latine.

La signification réelle de ces tests est évidente. Ils servent à dégager très rapidement les analphabètes, les ignares, les simples ignorants, ceux qui ont une certaine éducation technique, ceux qui ont une éducation moyenne, et enfin la crème. En d'autres termes, entendez en termes militaires, on a déjà sélectionné ici les 2e classe, ceux qu'on dirigera vers les services techniques, ceux dont on fera des sous-offs, enfin, assez rares, ceux dont on fera des officiers — de réserve.

Parallèlement à ces épreuves « théoriques », il y a des tests physiques : mensurations, respiration, acuité visuelle, etc. Histoire de dresser un schéma physique d'aptitude. Il y est également prévu une note « mentale ».

Enfin, bien que ce soit par là qu'on ait commencé, un simple fichier d'identité : nom, prénom, état-civil, situation de famille, diplômes, antécédents.

(A suivre.)

SOUTENEZ ACTION

Face à la Sainte Alliance de la presse bourgeoise, ACTION reprend sa parution quotidienne. ACTION quotidien, c'est l'expression des militants révolutionnaires ouvriers et étudiants, c'est la possibilité de faire échec aux calomnies du Pouvoir et du Patronat.

POUR BRISER LE MUR DE L'INTOX
NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT
Bulletin de soutien à renvoyer à
ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)

Je verse ..... francs

NOM ..... Prénom .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)